

## **SITE DE LA GRANDE-CHALOUPE (974-360)** **Commune La Possession**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Nettoyage de parcelle,  
Déconstruction, démolition et évacuation de bâtiments,  
Ramassage de macro-déchets



1. PREAMBULE .....	3
2. OBJET DE LA PRESTATION .....	3
2.1. Repérage amiante avant démolition .....	3
2.2. Tranche ferme : Description du terrain A.....	3
2.3. Tranche optionnelle : Description du terrain B.....	5
2.4. Description des tranches.....	6
3. DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	6
3.1. Définition des travaux .....	6
3.1.1. Travaux préliminaires .....	6
3.1.2. Nettoyage des parcelles .....	6
3.1.3. Travaux de curage et de démolition.....	7
3.1.4. Opérations d'évacuation des matériaux.....	8
3.1.5. Remise en état du site .....	8
3.1.6. La fourniture et la pose de galets.....	8
3.2. Responsabilité.....	10
3.3. Règlement, normes et qualification.....	10
3.4. Surveillance du chantier.....	10
3.5. Gardiennage.....	10
3.6. Connaissance du terrain.....	10
3.7. Dégradations.....	10
3.8. Organisation du chantier .....	10
3.8.1. Interlocuteurs.....	10
3.8.2. Travaux préparatoires .....	11
3.8.3. Durant les travaux.....	11
3.9. Qualification du personnel.....	11
4. DÉROULEMENT DES PRESTATIONS .....	12
4.1. Installation de chantier .....	12
4.2. Procédures d'intervention.....	12
4.3. Déroulement du chantier .....	12
4.3.1. Sécurité .....	12
4.3.2. Signalisation .....	12
4.3.3. Panneau de chantier.....	13
4.3.4. Accès .....	13
4.3.5. Circulation .....	13
4.3.6. Protection des ouvrages et des sols.....	13
4.3.7. Propreté du site.....	13
5. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	14
5.1. Généralités.....	14
5.2. Respect du milieu naturel.....	14
5.3. Modalités techniques .....	14
5.3.1. Matériels utilisés et pollution des milieux.....	14
5.3.2. Déchets du chantier .....	14
5.4. Limitation des nuisances sonores.....	14
5.5. Evacuation et valorisation des matériaux de démolition .....	14
5.5.1. Catégorie de matériaux .....	14
5.5.2. Tri et évacuation des matériaux.....	15
6. ANNEXE N°1: PHOTOGRAPHIE DES ELEMENTS A DEMOLIR.....	16

## 1. PREAMBULE

---

Créé en 1975, Le Conservatoire du littoral est un établissement public national chargé de mener une politique foncière visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Ces sites sont ainsi préservés de toute urbanisation et deviennent des lieux accessibles à tous et pour toujours.

Le Conservatoire du littoral a identifié un certain nombre d'espaces naturels à protéger à La Réunion en raison de leur intérêt paysager et écologique, en vue de leur ouverture au public. A ce jour, environ 1 847 hectares sont ainsi protégés par le Conservatoire. Ainsi l'établissement contribue significativement à la préservation et à la mise en valeur de la diversité biologique des Mascareignes et au maintien d'espaces naturels périurbains soumis à une forte pression foncière.

Le Conservatoire du littoral est représenté par son directeur M. Philippe Van de Maele  
Corderie Royale - BP 10137 – 17306 ROCHEFORT Cedex  
Tél : 05 46 84 72 50 – Fax : 05 46 84 72 79

Les coordonnées des principaux représentants et intervenants sont :

Maître d'ouvrage (Propriétaire) :  
Conservatoire du littoral  
Corderie Royale - BP 10137 – 17306 ROCHEFORT Cedex  
Tél : 05 46 84 72 50 – Fax : 05 46 84 72 79  
Délégation Outre-mer - Antenne de La Réunion  
7 allée des bois noirs, La Providence - 97 400 SAINT-DENIS  
Tel : 02 62 23 59 61 / [océan-indien@conservatoire-du-littoral.fr](mailto:océan-indien@conservatoire-du-littoral.fr)

## 2. OBJET DE LA PRESTATION

---

Le Conservatoire du littoral protège un ensemble foncier le site de la Grande chaloupe qui avoisine les 1 000 hectares sur les communes de Saint-Denis et La Possession.

Dans le lit majeur, en rive gauche de la ravine de la Grande Chaloupe, le Conservatoire du littoral est propriétaire de la parcelle cadastrée AB 404 sur la commune de La Possession. Une partie de cette parcelle qui jouxte le lit mineur de la ravine est couverte par deux habitations de bois sous tôles qui étaient occupées jusqu'au passage du cyclone Garance en mars 2025.

Avec le concours de la commune de La Possession, les habitants ont fait l'objet d'une procédure d'urgence de relogement.

Les lieux étant libérés, le Conservatoire souhaite procéder à la renaturation des lieux.

La présente prestation consiste en le nettoyage des parcelles, la déconstruction, la démolition du bâti ainsi que les dalles en béton, l'évacuation des macros et micro-déchets l'évacuation des matériaux en décharge agréée et un reprofilage du terrain.

La présente consultation est constituée d'un lot unique et se décompose en :

- **Une tranche ferme :** Terrain A : Nettoyage de parcelle avec évacuation des macro et micro déchets, déconstruction, démolition et évacuation du bâti
- **Une tranche optionnelle :** Terrain B : Nettoyage de parcelle avec évacuation des macro et micro déchets, déconstruction, démolition et évacuation du bâti

### 2.1. Repérage amiante avant démolition

Conformément à l'article L. 4412-2 du Code du travail, le Conservatoire du littoral a fait réaliser, auprès d'un opérateur certifié, la réalisation d'un diagnostic de repérage de tous les matériaux et produits de la liste C. Les rapports d'analyses démontrent l'absence d'amiante dans les bâtiments à démolir.



## 2.2. Tranche ferme : Description du terrain A

Le terrain A d'une superficie de 4 446m<sup>2</sup> est occupé par une emprise bâtie de 222m<sup>2</sup>.





### 2.3. Tranche optionnelle : Description du terrain B

Le terrain B d'une superficie de 1 079m<sup>2</sup> est occupé par une emprise bâtie de 245 m<sup>2</sup>.



## 2.4. Description des tranches

Le marché est constitué d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

	QUANTITE	OBSERVATIONS
TRANCHE FERME : TERRAIN A		
Superficie du terrain :	4 446m <sup>2</sup>	Présence d'un VHU à évacuer, Nombreux encombrants et micro et macro-déchets
Nombre de bâtis en bois sous tôles à démolir	Une (1) maison, trois (3) bâtis et un (1) poulailler, y compris fausse septique	avec ou sans fondation béton
Superficie cumulée du bâti	222m <sup>2</sup>	
TRANCHE OPTIONNELLE : TERRAIN B		
Superficie du terrain :	1079 m <sup>2</sup>	Nombreux encombrants et micro et macro-déchets
Nombre de bâtis en bois sous tôles à démolir	Une (1) maison et un (1) garage couvert partiellement fermé et deux (2) fausses de 3m*3m enterrées de type fausse septique	avec ou sans fondation béton
Superficie cumulée du bâti	245 m <sup>2</sup>	

## 3. DESCRIPTION DES TRAVAUX

### 3.1. Définition des travaux

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) fixe les conditions particulières de réalisation des travaux renaturation de la propriété du Conservatoire du littoral portant sur la commande de démolition du bâti de type maison en bois sous tôles et nettoyage des déchets sur l'ensemble de la parcelle ainsi que l'évacuation de tous les matériaux issus des travaux décrits ci-dessous, suivant les filières d'évacuation réglementaires et ceux issus des terrassements inclus dans ce marché.

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. comprennent :

#### 3.1.1. Travaux préliminaires

Ils comprennent notamment :

- Les opérations de pré-démolition: L'entreprise devra réaliser à ses frais toutes les analyses nécessaires à la prise de décision relative aux filières d'élimination des matériaux issus de la démolition.
- La chronologie des tâches à effectuer,
- Les installations et la désinstallation de chantier,
- La sécurisation du chantier,
- L'aménagement et le repli des équipements,
- Les aménagements et les replis des bennes.

#### 3.1.2. Nettoyage des parcelles

Le nettoyage des parcelles comprend notamment :

- Le débroussaillage de l'ensemble des terrains,

- L'évacuation et mise en décharge des encombrants comprenant notamment les meubles (table, chaise, armoire...), matelas et sommiers, appareils de gros électroménager (lave-linge, réfrigérateur, gazinière) ....
- L'évacuation et mise en décharge des déchets volumineux : Gravats, pneus usagés, bouteilles de gaz, véhicules à moteur, matériaux de construction...
- Travaux de finition: Ramassage manuel des petits déchets et matériaux de construction dispersés sur l'ensemble de la parcelle bâtie, tri, conditionnement, évacuation. Les débris de plus de 5 cm trouvés sur la parcelle ne permettront pas de prononcer la réception des travaux. L'entreprise devra alors procéder à la collecte manuelle des déchets de petite taille sur la parcelle après démolition. Déconstruction, démolition et évacuation des matériaux.

### **3.1.3.Travaux de curage et de démolition**

Les travaux comprennent notamment :

1. Travaux intérieurs - curage :
  - Déconstruction (les bétons, les maçonneries en petits éléments, les éléments de couverture et leurs accessoires, les éléments de zinguerie et leurs accessoires, les plâtres et les éléments en contenant, les carrelages et les faïences, les revêtements de sol souples, les appareils sanitaires, les vitrages et les éléments en verre, les éléments en bois ou à base de bois, les isolants, les canalisations, les câbles électriques, les plastiques et les PVC...
  - Dépose des équipements divers de la maison et des dépendances (meubles, matériels, canalisations, coffrets électriques, ...)
  - Dépose de tous éléments non inertes, non structurels de la maison et des dépendances (huisseries, faux plafonds, cloisons, ...)
  - Suivi du traitement des éléments déposés (tri, conditionnement, stockage et élimination des déchets)
  - Dépose des déchets dangereux
  - Dépose de l'ensemble des revêtements de sol
  - Dépose de l'ensemble des charpentes de la maison et des dépendances
  - Démolition de l'ensemble des poteaux, poutres, linteaux, appuis de fenêtres et autres éléments structurels de la maison et des dépendances
  - Démolition de tous les éléments en maçonnerie et dallages et infrastructures
  - Démolition des canalisations enterrées et obturation en limite parcellaire
  - Démolition des fausses septiques
2. Travaux sur façade et toiture :
  - Dépose de l'ensemble des éléments fixés sur les façades (coffrets, grilles...) des bâtiments,
  - Dépose des réseaux et câbles,
  - Dépose couverture tuile,
  - Dépose de tous les éléments d'évacuation des EP, gouttières, chéneaux, descentes EP.
3. Travaux extérieurs :
  - Curage de tous les éléments (mobiliers, appareils, équipements, véhicules, matériaux, ferrailles) encore sur place, tri et évacuation,
  - Recherche et neutralisation de l'ensemble des réseaux,
  - Dépose des puisards, collecteurs et réseaux y compris protection pendant exécution et comblement par remblai,
  - Dépose de l'ensemble de la maçonnerie de brique, des poteaux, du barreaudage et portails formant la clôture du site,
  - Dépose des clôtures (grillage + poteaux) et ferrailles,
  - Dépose de fosse septique,
  - Collecte, tri et conditionnement, des déchets dispersés dans et hors bâtiments (hors déchets d'amiante).
4. Démolition des voiries et dallages extérieurs :
  - Démolition des dallages béton, transport et évacuation
  - Démolition des fondations et ouvrages rencontrés
  - Collecte et conditionnement des éléments ponctuels en amiante rencontrés lors de la démolition
  - Démolition de réseaux d'assainissement de la maison principale et le cas échéant des dépendances
  - Nivellement général sans tassement afin d'éviter l'entrée de véhicules sur la parcelle.
5. Stockage des déchets et gravats de démolition



Après démolition, les déchets et gravats triés seront stockés provisoirement dans un délai ne pouvant excéder **1 semaine**. Ils seront évacués vers un centre de tri spécialisé et agréé. L'emploi des gravats pour le remblai sur site est interdit, le but étant de restituer l'état naturel du site.

### **3.1.4. Opérations d'évacuation des matériaux**

- Le tri et la collecte sélective :

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier sont organisés par l'entreprise en fonction de la nature des déchets et de leur catégorie. Un complément de tri est effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées. Il est précisé à l'entreprise que le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique, des déchets. Ainsi l'entrepreneur installe sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après. Pendant la phase préparatoire, l'entreprise fournit à la maîtrise d'œuvre les autorisations municipales ou préfectorales des Centres d'Enfouissement Techniques vers lesquels elle envisage de diriger les déchets issus de l'opération.

- Interdictions

Les interdictions (1). Abandonner des Déchets Spéciaux sur le chantier, (2) Diriger vers un CET de classe III des déchets autres que inertes – loi 92.646 du 13/07/92- (3) Brûler les déchets sur le chantier – (4) Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes), dans des zones non contrôlées administrativement (agrément) comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.

- Zone de regroupement des matériaux sur le site :

L'entreprise doit créer sur le site une zone de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Cette zone sera balisée. L'entreprise propose à la maîtrise d'œuvre un schéma d'organisation et d'installation en phase préparatoire de l'opération. Une zone est réservée au démontage au sol des matériaux issus de la déconstruction (poignées des portes, accessoires divers métalliques, vitres...).

- Revalorisation, recyclage :

Ces opérations ont pour objectif de réduire l'impact sur l'environnement, en terme de production de déchets par :

- o La valorisation des déchets : réemploi, recyclage ou valorisation énergétique ...
- o L'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume.

- Traçabilité :

L'entreprise doit prévoir dans son offre toutes les opérations d'évacuation, de valorisation et de recyclage des déchets de chantiers. Sont inclus également les droits de décharge pour les déchets étant dirigés vers les CET.

### **3.1.5. Remise en état du site**

L'entreprise doit la parfaite remise en état des terrains en fin de chantier. L'ensemble des cuvelages et ouvrages de rétention de cuves enterrées (fioul et eaux vannes) seront démolis, radiers compris, pour permettre la caractérisation des sols situés sous ces ouvrages.

Le remblaiement des zones de purge de fondations ou d'ouvrages enterrés sera effectué au moyen de sédiment local issu du site.

### **3.1.6. La fourniture et la pose de galets**

Une fois les parcelles remise en état, le prestataire devra mettre en place un dispositif anti-intrusion des véhicules en bloquant l'accès aux terrains depuis la route par la mise en place de galets d'environ 1m3 semi-enterrés espacés tous les 1,5m.





*Localisation de l'alignement de galet à mettre en place*

Les galets seront prélevés à proximité immédiate des terrains en berge gauche de la ravine de La Grande Chaloupe. Ci-dessous une carte de localisation de la zone de prélèvement pressentie. Avant le prélèvement des galets, une visite conjointe avec la DEAL permettra de préciser avec exactitude où seront prélevés les galets.



*Localisation du secteur pressenti pour prélever les galets*



## **3.2. Responsabilité**

Les travaux sont effectués par des ouvriers spécialisés, en respectant les règlements en vigueur. L'entrepreneur qui doit obligatoirement fournir avec son offre de prix, l'attestation d'assurance couvrant tous les risques liés à sa profession, est tenu de prendre toutes mesures destinées à éviter des accidents aux tiers.

## **3.3. Règlement, normes et qualification**

Les accessoires de travaux, doivent être estampillés « NF » ou équivalent et conformes aux normes de l'UE sur la sécurité et l'environnement. Les prestations sont à réaliser conformément à tous les décrets, arrêtés, normes et règlements en vigueur à la date de la remise des offres et en particulier au Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

## **3.4. Surveillance du chantier**

L'entreprise assure seule la surveillance du chantier, c'est à dire qu'elle supporte l'entière responsabilité de toutes mesures adoptées pour assurer l'exécution des travaux, la sécurité des biens et des personnes, maintenir le bon ordre et la discipline sur le chantier qui lui a été confié. L'entreprise adopte seule toutes les mesures de sécurité, d'hygiène ou autres qu'elle juge utiles. Le tout, sous sa seule responsabilité. L'entrepreneur est seul responsable des contraventions aux règlements administratifs et de police en vigueur. En cas de condamnation encourue par ses préposés, ouvriers ou lui-même, l'Entrepreneur ne dispose d'aucun recours contre le Maître d'Ouvrage.

## **3.5. Gardiennage**

Sans objet.

## **3.6. Connaissance du terrain**

L'entrepreneur est réputé avoir reconnu le terrain avant l'établissement de ses prix, avoir exactement apprécié la nature et les difficultés présentées par les différentes prestations. Par conséquent, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune plus-value sur ses prix en fonction des difficultés qu'il pourra rencontrer lors de l'exécution des travaux.

## **3.7. Dégradations**

L'entrepreneur est entièrement responsable des détériorations qu'il causerait aux ouvrages, aux équipements, à la voirie, aux biens de tiers, aux sols et à la végétation qu'ils soient sur la propriété du Conservatoire du littoral ou hors du site.

La responsabilité de l'entreprise sera engagée en cas d'accidents corporel ou matériel liés à l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra justifier, lors de la remise de son offre, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Un état des lieux contradictoire sera effectué par le maître d'œuvre avant (lors de la réunion préparatoire de chantier) et après la fin du chantier (avant les opérations de réception). En cas de dégâts causés sur la végétation, les ouvrages, les équipements et les terrains non concernés par les travaux, l'entreprise devra assurer une remise en état selon les prescriptions du maître d'ouvrage.

## **3.8. Organisation du chantier**

### **3.8.1. Interlocuteurs**

Le maître d'ouvrage n'a qu'un seul interlocuteur, le chef de chantier ou conducteur de travaux de l'entreprise mandataire, qui a la responsabilité du chantier. Présent lors des interventions sur le chantier, il peut être contacté en permanence par liaison téléphonique pendant les heures ouvrables ; il participe aux réunions de chantier.

Il est impérativement remplacé lors de ses congés ou absences et veillera à en informer préalablement le maître d'ouvrage en lui communiquant les coordonnées de son remplaçant.

Sur le chantier, les vêtements de travail et le matériel de l'entreprise doivent avoir en permanence un aspect propre et être en bon état d'utilisation. Les vêtements portent le nom de l'entreprise.

### **3.8.2. Travaux préparatoires**

Avant le démarrage du chantier, l'entreprise devra :

- Participer à la visite des lieux et à la définition précise, avec le maître d'ouvrage des travaux à réaliser ;
- Effectuer les démarches utiles à l'obtention, auprès des services qualifiés, de toutes les autorisations nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- Mettre en place toutes les installations, conformes aux réglementations en vigueur, nécessaires à son personnel et toutes dispositions en vue d'assurer l'hygiène et la sécurité du chantier et de l'ensemble de son personnel ;
- Déposer et stocker des éléments pouvant gêner le bon déroulement des travaux à un emplacement désigné par le maître d'ouvrage ; l'entreprise est responsable de ceux-ci pendant toute la durée des travaux jusqu'à leur remise en place ;
- Procéder au balisage et à la protection des ouvrages, des équipements et de la végétation à préserver
- La sécurisation, la signalisation du chantier et le respect des règles

### **3.8.3. Durant les travaux**

Dans le cadre de la conduite du chantier, l'entreprise devra :

- Amener et replier ses équipements et matériels nécessaires à la réalisation de ses travaux. Ils seront stockés sur une emprise proposée par l'entrepreneur et validée par le maître d'ouvrage ;
- Maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents sur le chantier ;
- Avoir toujours tous les matériels, approvisionnements, outillages, et moyens de toutes sortes suffisants, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leurs achèvements dans les délais prescrits ;
- Procéder au nettoyage journalier du chantier ;
- Maintenir la propreté aux abords du chantier et sur les voies d'accès empruntées ;
- Participer autant que de besoin à tous les travaux de contrôle, de coordination et de réception y compris toutes les mises au point rendues nécessaires dans le cadre des travaux ;

## **3.9. Qualification du personnel**

L'entreprise est tenue de transmettre la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre du marché et leur niveau de qualification au maître d'ouvrage, permettant de vérifier la conformité des moyens humains mis en œuvre par l'entrepreneur dans le cadre du programme de travaux.

L'entrepreneur est tenu de pouvoir justifier des qualifications annoncées pour ses employés en produisant les diplômes attestant des niveaux de qualification.

Pour les prestations de travaux de déconstruction et de VRD, le personnel qui en aura la charge devra avoir une qualification dans le démantèlement et la charpente.

Tout personnel non qualifié n'est pas habilité à exécuter ce type de prestations.

Les justificatifs des qualifications nominatives des personnels font partie du dossier technique du marché. Si les personnels viennent à changer en cours de marché, l'entreprise doit remettre au maître d'œuvre les justificatifs de qualification des nouveaux personnels au plus tard 48 heures avant le début de la prestation.

Tout personnel de l'entreprise doit être capable d'informer le public, s'il est questionné, du nom et des coordonnées de son entreprise et du maître d'ouvrage ainsi que de l'objectif technique des travaux qu'il réalise.



## 4. DÉROULEMENT DES PRESTATIONS

---

### 4.1. Installation de chantier

L'entrepreneur doit procéder, conformément aux règlements sociaux et sanitaires en vigueur, à l'amenée et au repliement de toute installation de chantier destinée à son personnel. L'emplacement sera défini en accord avec le maître d'ouvrage.

Toute installation de chantier et de matériel doit être repliée dans un délai de 48 heures après la fin de toute intervention. Le coût des installations de chantier est réputé être inclus dans les prix unitaires des prestations.

### 4.2. Procédures d'intervention

Quarante-huit heures avant intervention, l'entrepreneur informe par courriel le maître d'ouvrage de la nature, la date, le lieu et l'heure d'intervention par un avis d'intervention.

En cas d'événement impondérable empêchant l'intervention de l'entrepreneur, ce dernier prévient immédiatement le maître d'ouvrage avec lequel il convient d'une nouvelle date. Il confirme alors dans un délai maximum de 24 heures, par courriel, la date, le lieu et l'heure de son intervention.

### 4.3. Déroulement du chantier

#### 4.3.1. Sécurité

Le maître d'ouvrage attire l'attention de l'entrepreneur sur le fait que le site concerné par le présent marché, est un site isolé. L'entrepreneur doit donc veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers et des riverains pendant toute la durée des travaux. Ainsi, les matériaux présents dans l'emprise du chantier en dehors des horaires de travail devront être protégés vis-à-vis du public.

L'entrepreneur aura pris connaissance de toutes les difficultés de chaque intervention et prendra toutes les dispositions pour garantir la sécurité des personnes et des biens.

Les outils mis en œuvre pour réaliser la prestation doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur à la date de réalisation de la prestation, en particulier en ce qui concerne les dispositifs anti-projections.

Pour les chantiers mobiles ou lorsque les travaux se déroulent à moins de 100 mètres d'une zone fréquentée par le public, l'entreprise doit prendre toute disposition de balisage et de surveillance pour garantir la sécurité des personnes.

L'entrepreneur est tenu de signaler toute anomalie dangereuse pour les usagers, survenue aux ouvrages équipements, qu'il en ait la charge ou non et de prendre toute les mesures de protection d'urgence nécessaires. Dans le cas où il remarquerait un quelconque désordre, il en avertira immédiatement le maître d'ouvrage.

En cas d'avis de vents forts (vents d'une vitesse supérieure à 60km/h) et que l'accès au site d'intervention est impossible, tous les travaux devront être arrêtés et les employés de l'entreprise devront quitter le terrain. Il est de la responsabilité de l'entreprise de se tenir informée des prévisions auprès des services de Météo France et d'informer le maître d'ouvrage dans le cas où elle juge nécessaire d'annuler l'intervention.

L'entrepreneur est tenu de se conformer à ses frais et sans recours contre le maître d'ouvrage à toutes les prescriptions qui peuvent être imposées par celui-ci ou les autorités compétentes en vue de la sécurité. En cas de manquement par l'entreprise aux règles de sécurité ou aux prescriptions techniques, le maître d'ouvrage peut à tout moment demander l'arrêt de la prestation.

#### 4.3.2. Signalisation

La signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en matière de signalisation provisoire de chantier. Elle est réalisée, sous le contrôle du maître d'ouvrage, par l'entreprise. Cette dernière a à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et dispositifs de signalisation (panneaux, balisage, etc.). Ils seront implantés, de façon à être le maximum visible et à attirer l'attention du public.

#### **4.3.3. Panneau de chantier**

Dès l'ouverture de chantier, l'entreprise titulaire fournit et pose aux emplacements définis par le maître d'ouvrage un panneau de chantier dont les dimensions minimales sont de 1200x800mm. La fourniture, la pose (y compris les supports et les scellements) et l'entretien des panneaux sont à la charge de l'entreprise.

Le panneau sera parfaitement vertical ou horizontal. Il sera mis en place à une hauteur minimale de 1,50m (partie inférieure du panneau). La réalisation doit se faire en concertation avec le maître d'ouvrage qui communiquera à l'entreprise attributaire les textes à insérer et la charte graphique à respecter ou la maquette au format PDF haute définition.

Le panneau ainsi que les supports devront être déposés par l'entreprise à la fin du chantier, à une date convenue avec le maître d'ouvrage.

#### **4.3.4. Accès**

L'entreprise assurera, pendant toute la durée des travaux, la gestion des accès au chantier y compris toutes les dispositions nécessaires à la sécurité du public et contre l'intrusion de personne étrangère au chantier, pendant toute la durée des travaux de jour comme de nuit, jours fériés et week-end.

Aucune emprise ou accès ne sera créée pour l'amenée du matériel ou l'évacuation des déchets sans accord au maître d'ouvrage.

#### **4.3.5. Circulation**

Il appartient à l'entreprise de déposer, avant tout commencement d'exécution, les demandes de réglementation, de circulation qu'elle jugera nécessaires. Elle doit se soumettre aux arrêtés qui en découleront. L'entreprise doit signaler ses chantiers jour et nuit, conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire des routes.

Les itinéraires de transport à l'intérieur de chaque site doivent être soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. En tout état de cause, il conviendra d'utiliser les chemins déjà existants et de limiter au maximum le piétinement sur les terrains naturels.

#### **4.3.6. Protection des ouvrages et des sols**

L'entreprise devra veiller à ne pas détériorer les éléments de signalétiques (panneaux, bornes...) implantés sur le site.

En aucun cas l'entrepreneur ne pourra intervenir sur ces éléments et sur les végétaux sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit adapter ses interventions à la résistance des sols, annuler ou retarder les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé).

#### **4.3.7. Propreté du site**

L'entrepreneur est responsable du maintien en bon état de la visibilité des sentiers ouvertes à la circulation et empruntées par ses ouvriers, conformément aux prescriptions du code de l'environnement. Il a à sa charge tous les nettoyages et ébouages.

L'entrepreneur est responsable du nettoyage des voies du domaine public salies par le passage de ses camions ou autres engins. Il est également responsable de toute dégradation constatée sur les voiries et trottoirs du domaine public, consécutives au passage, manœuvres ou stationnement de ses camions ou autres engins.

En cas de dégradation des voies publiques utilisées pour l'approvisionnement de ses matériaux, et du fait de celui-ci, l'entrepreneur a la charge de procéder à l'entretien et à la réparation des dégradations.

En cas de réclamation des services de la commune concernée, des services des routes, des services de Police, ou des riverains, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder aux travaux de nettoyage des chaussées souillées aux frais de l'entreprise.

L'entrepreneur doit quitter ou laisser le chantier propre et libre de tout déchet ou produit dangereux pendant et après l'exécution des travaux.

Le stockage des déchets sur le site n'est autorisé que sur la zone dédiée pour cela. Ainsi, l'entreprise doit chaque jour, trier et procéder à l'enlèvement et au transport des déchets sur des sites d'évacuation ou de traitement autorisés. Aucun déchet ne doit être déposé dans ou à proximité des bacs à poubelle disposés sur le site du Conservatoire du littoral.

## 5. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

---

### 5.1. Généralités

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage est engagé dans une approche de développement durable. Dans un souci de cohérence, un engagement de l'entreprise soumissionnaire dans cette démarche est souhaité.

L'entreprise pourra émettre toute proposition et suggestion d'actions permettant d'atteindre ces objectifs et pourra produire tout document attestant de son engagement dans la démarche de développement durable.

### 5.2. Respect du milieu naturel

L'entrepreneur doit, en circulant avec ses véhicules (camions, bateau...) veiller à ne pas altérer le milieu naturel et se conformera à l'itinéraire technique validé par le maître d'ouvrage. Tout changement d'itinéraire technique se fera avec l'accord du maître d'ouvrage afin de ne pas risquer de détruire la faune, la flore ou les habitats naturels.

### 5.3. Modalités techniques

#### 5.3.1. Matériels utilisés et pollution des milieux

- **Engins de chantier et autres engins (camions, pelleteuse, ...) utilisant des fluides hydrauliques :** Le titulaire devra privilégier l'utilisation de fluides hydrauliques biodégradables ou dans le cas échéant de justifier de l'impossibilité de son usage.
- **Utilisation d'engins thermiques :** Les engins utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre. De manière générale, les engins et véhicules à motorisation thermique devront être récents. L'entrepreneur veillera à ce qu'aucun fluide (carburant et essence) ne vienne polluer les sols.

#### 5.3.2. Déchets du chantier

Un engagement de gestion des déchets et de respect du développement durable est souhaité. L'entreprise pourra produire tout document attestant de son engagement dans la démarche de développement durable.

### 5.4. Limitation des nuisances sonores

Il est demandé à l'entreprise de réduire toutes les nuisances sonores liées au chantier afin de limiter le dérangement de la faune sauvage.

Sauf si cela est indiqué spécifiquement dans le descriptif de la tâche, les interventions n'auront pas lieu le weekend, ni les jours fériés. Des dérogations pourront être acceptées après accord du maître d'ouvrage.

A moins de 150m de zones d'habitation, les interventions nécessitant l'usage de matériel motorisé devront avoir lieu entre 7h et 17h.

De manière générale, le titulaire devra privilégier le petit matériel à motorisation électrique ou toute autre source d'énergie non bruyante.

### 5.5. Evacuation et valorisation des matériaux de démolition

#### 5.5.1. Catégorie de matériaux

Actuellement, il existe trois classes de centre d'enfouissement technique : Classe I pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités etc...) Classe II pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés) Classe III pour les déchets inertes (produits naturels ou manufacturés : béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire etc...) Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

- Les déchets inertes (D.I.)



Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en centre d'enfouissement de classe III. Concernant la présente opération, ils sont dirigés vers un centre de stockage de classe 3.

- Les déchets industriels banals (D.I.B.)

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume, etc.) soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, la plastique, etc.

Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, de récupération, de valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en stockage de classe 2.

Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise peut prévoir le broyage des DIB avant le remplissage des bennes.

- Les déchets industriels spéciaux (D.I.S.)

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

### **5.5.2.Tri et évacuation des matériaux**

L'évacuation comprend le chargement, le transport, le déchargement et les frais de prise en charge des déchets issus des travaux de terrassement, de déconstruction et de démolition dans un centre réglementaire selon leur catégorie.

La prestation d'évacuation consiste également à ramasser et à évacuer tous les débris et déchets existants avant et après démolition de quelque nature que ce soit, à l'intérieur, à l'extérieur et aux alentours des constructions, sur les lieux où les travaux vont être réalisées. Un repérage pourra être effectué avec le maître d'ouvrage afin d'identifier l'ensemble des déchets existants à évacuer avant et après démolition.

En début de chantier, des zones de stockage provisoire (sur le site) de déchets en vue de leur tri (par catégorie), seront indiquées à l'entreprise par le maître d'ouvrage et délimitées lors de la réunion de préparation.

Le stockage devra être réalisé de manière à :

- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs ;
- Éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ;

Ces opérations auront pour objectif de réduire l'impact sur l'environnement, en terme de production de déchet par :

- La valorisation des déchets, réemploi, recyclage ou valorisation énergétique, concassage pour les inertes...
- L'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume.

## 6. ANNEXE N°1 : PHOTOGRAPHIE DES ELEMENTS A DEMOLIR

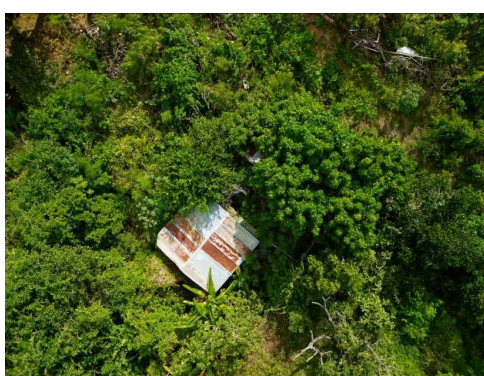
---



Terrain A :



Terrain A et bâtiments à démolir



Terrain B avec deux bâtiments à démolir